

De nouveaux signes de protectionnisme sont apparus récemment. Le commerce des produits agricoles et des textiles pose des problèmes spéciaux, mais les nouvelles pressions protectionnistes s'étendent plus loin. Dans le climat politique actuel, il y a un danger très réel que ces pressions conduisent à de nouvelles restrictions générales.

Au Canada, nous nous rendons compte que le monde commercial que nous avons connu depuis la fin de la guerre subit en ce moment des transformations fondamentales. De nouvelles structures des relations économique-commerciales apparaissent.

La Communauté économique européenne est déjà une entité commerciale comparable, du point de vue de l'étendue du marché et de la puissance industrielle, au principal partenaire du Canada, les États-Unis. L'extension en cours de la CEE provoquera des pressions supplémentaires sur la structure actuelle des échanges. Les accords spéciaux conclus ou projetés entre la Communauté et d'autres groupes de pays soumettent à une tension particulière les relations commerciales établies. De plus, les accords au sujet de préférences spéciales menacent d'érosion le principe de la nation la plus favorisée, qui a été depuis la guerre la base de la coopération commerciale. Des pays comme le Canada ne peuvent qu'être particulièrement sensibles au danger de polarisation des accords commerciaux dans le monde. Comme je l'ai déjà dit, le Canada est un grand pays commercial qui a des intérêts importants dans toutes les parties du monde. A cause de notre situation géographique et de la structure de nos échanges, nous ne pouvons nous considérer comme appartenant à aucun groupe économique particulier. Nous croyons qu'un système commercial réellement multilatéral sert au mieux les intérêts de tous les pays, quelles que soient leur taille ou leurs relations avec les grandes unités commerciales.

Pour cette raison, nous attachons une importance particulière à réaliser une libération plus poussée des échanges internationaux, sur une base multilatérale. A cause des pressions protectionnistes croissantes dans le monde entier, nous courons maintenant un danger très réel de perdre le terrain que nous avons si difficilement gagné. Un recul de ce genre n'est avantageux pour aucun pays.

S'asseoir maintenant à la table de négociation pose des problèmes, mais je voudrais vous suggérer que d'importants travaux préparatoires sont nécessaires. Le GATT a déjà fait beaucoup pour déceler les obstacles spécifiques aux échanges, tant industriels qu'agricoles. On est actuellement en train d'examiner les solutions possibles de certains de ces problèmes.

C'est pour ces raisons que le Canada appuie les propositions du Secrétaire général, notamment sa proposition de créer un groupe d'étude sur les problèmes de la libération des échanges.